

Observatoire interne :

Retour à un climat social anxiogène !

Les résultats de la dernière enquête semestrielle de l'observatoire interne aux ministères économiques et financiers, qui s'est déroulée du 6 novembre au 11 décembre 2013 auprès d'un échantillon représentatif de 3202 agents issus de toutes les directions, ont été présentés aux Fédérations syndicales le 19 mars.

Comme FO Finances l'a annoncé voilà six mois, à l'occasion de la précédente enquête, la légère amélioration des indicateurs observée, n'aura pas survécu à la présentation dans chaque direction des différents plans stratégiques ! Tous les indicateurs sont orientés à la baisse, avec parfois des variations spectaculaires.

Rythme du changement : fin de la temporisation

Après une pause dans la dernière enquête, la perception du rythme des changements repart à la hausse (+4%).

55% des agents jugent que les changements dans leur direction sont trop rapides.

Cette enquête se situait après la présentation du budget 2014 et la parution des plans stratégiques directionnels.

Ce chiffre monte à 70% à la DGDDI (+12), 45% à l'INSEE (+14) !

La question des effectifs : encore et toujours le sujet le plus prédominant !

Un agent sur deux met le problème des effectifs et des suppressions d'emplois comme premier sujet de ses préoccupations, suivi tout naturellement par les conditions de travail qui en découlent.

Autre caractéristique de cette enquête, la percée des sujets « stratégie et orientations » (+7), dans lesquels

sont intégrés la dématérialisation des documents et processus et les nouveaux systèmes informatiques. Là encore, l'orientation donnée au « tout numérique » des plans stratégiques tant à la DGFIP qu'à la DGDDI, explique pour une grande partie, l'évolution de cet indicateur.

Des changements très mal perçus par les agents

Les changements au sein des directions sont sévèrement sanctionnés par les agents. 56% les considèrent comme défavorables pour l'avenir de leur direction.

La DGCCRF avec 86% et la DGDDI avec 71% sont en pointe dans cette opinion négative. Les bouleversements subis par ces deux directions expliquent aisément ce résultat.

En concordance avec la question précédente, les agents considèrent que leur situation individuelle va se dégrader dans les prochaines années (56%).

Conditions de travail : De pire en pire !

72% des agents jugent que leurs conditions de travail se dégradent (+3). Hormis les services du Secrétariat Général, aucune direction n'est épargnée par la détérioration de cet indicateur, avec la DGDDI (+9), l'INSEE (+11).

Parallèlement, et naturellement, de plus en plus d'agents considèrent n'avoir pas les moyens et le soutien nécessaire à l'exercice de leurs missions (58%).

Dans le même temps, la qualité de service se dégrade pour 49% des agents (+6), avec pour la DGCCRF toujours un indicateur fortement dégradé (77%).

Tous les indicateurs sont orientés à la baisse avec parfois des variations spectaculaires

Le climat social se tend dans certaines directions

La légère embellie de la précédente enquête est du passé ! 57% des agents considèrent que le climat social est mauvais (+8).

Toutes les directions ont cet indicateur orienté à la hausse.

Interrogée sur le risque de conflictualité, la DGDDI est très largement en dessus de la moyenne, avec 55% d'agents qui le pensent (l'enquête date de novembre, les faits l'ont démontré ce 20 mars).

C'est aussi dans cette direction que les agents répondent être prêts à participer à un conflit social... mais ce ne sont pas les seuls ! Près d'un agent sur deux répond par l'affirmative à cette question.

Un stress de plus en plus prégnant.

Les agents interrogés sont amenés à noter leur niveau de stress au travail sur une échelle de 0 à 10.

Au fil des vagues d'enquête, le niveau de stress se rapproche de la moyenne de la Fonction Publique (6,6/10), alors qu'il y a encore deux ans ce niveau était bien inférieur.

Il est à noter que ce niveau s'accélère très fortement à la DGCCIS, au Secrétariat Général et à la DGFIP.

Autre élément très significatif, aucune catégorie de personnel n'est épargnée et les résultats sont quasi identiques.

Reconnaissance au travail : une insatisfaction croissante

Quand les agents sont interrogés sur leur propre situation au travail, ils sont toujours aussi satisfaits de tout ce qui traite de l'environnement au travail, même s'il est à noter une légère inflexion pour chaque item : Horaires (93%) – Contenu du travail (82%) – Équilibre vie privée-vie professionnelle (81%) – Ambiance de travail (79%) – Formation (76%).

En revanche, tous les paramètres ayant trait à la

reconnaissance de leur travail connaissent des résultats encore plus faibles que précédemment : Rémunération 59% – Faire passer ses idées 48%.

Traditionnellement résultat le plus faible, le facteur « possibilités d'avancement » connaît encore une régression avec 42% s'estimant satisfaits (-9). La réduction de moitié les promotions en 2013 n'est pas étrangère à ce résultat, alors que l'annonce « choc », de blocage des carrières n'était pas encore d'actualité !

Dans ce contexte aussi morose, il est presque surprenant de constater que la satisfaction de travailler dans les ministères économiques et financiers est toujours présente (82%) avec toutefois une baisse de 4 points.

Il est vrai qu'au regard du taux de chômage dans notre pays, les agents ont tendance à relativiser leur situation personnelle sans pour autant en être satisfait.

Dans le même temps, la démotivation au travail est réel pour plus d'un tiers des agents.

57 % des agents considèrent que le climat social est mauvais

Pour rappel, l'observatoire interne a été créé en 2000 à la suite du conflit social à Bercy.

Cette nouvelle vague donne des résultats qui sont sans surprise pour FO Finances.

En conclusion de la précédente enquête de mars 2013, nous écrivions « les ministres auraient grand tort de tirer un satisfecit général de l'évolution positive de certains indicateurs ».

Les faits donnent raison à cette analyse.

La poursuite de la politique de suppressions d'emplois et de restrictions des moyens de fonctionnement dans des ministères non prioritaires, dans lesquels les directions dévoilent leurs plans stratégiques de casse du service public républicain, ne peuvent que renforcer une perception particulièrement négative, comme l'a démontré la forte mobilisation des personnels ce 20 mars !.

Ce ne sont pas les réponses (ou plutôt les non réponses) apportées par Monsieur Moscovici ce même jour qui risquent d'inverser la tendance !

**RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE LA FEDERATION SUR :**

<http://www.financesfo.fr/> 